



Gel du Pass culture : une décision brutale et révoltante

Ce jeudi 30 janvier a été annoncé le plafonnement de la part collective du Pass culture à 50 millions d'euros jusqu'en juin 2025 alors que 97 millions d'euros avaient été alloués en 2024. La part collective du Pass culture concerne les moyens alloués à l'Éducation nationale pour faire intervenir des associations ou acteurs et actrices culturel·les dans les établissements ou organiser des sorties scolaires. Elle sert beaucoup à financer les projets éducatifs artistiques et culturels.

Depuis sa mise en place, le Pass culture interroge sur les modes de financement des interventions culturelles en milieu scolaire. En effet, la mise en place de ce dispositif a réduit les fonds propres dont bénéficiaient les établissements scolaires pour créer des projets et faire venir des intervenant·es. Il repose sur une logique d'« offres culturelles » qui doivent intégrer une plateforme dénommée Adage. Celle-ci exclut une partie des intervenant·es historiques qui ne correspondent pas aux critères de la plateforme Adage.

L'annonce a provoqué un vent de panique chez les personnels de l'éducation qui ont assailli la plateforme. Pourtant, dès le 30 janvier au soir, nombreux·ses ne pouvaient plus valider sur la plateforme Adage les demandes d'intervention, semblant indiquer que la limite des 50 millions était atteinte. Ces coupes budgétaires brutales mettent à mal le service public d'éducation : elles doivent cesser.

Du côté du monde culturel, le choc est grand aussi. Cette décision soudaine remet en cause nombre de projets en train de se construire et porte atteinte au déjà fragile équilibre des associations culturelles et des compagnies. Cette décision met le milieu culturel et artistique en danger. C'est le plan social du secteur qui continue.

Nous dénonçons cette décision unilatérale, soudaine et brutale.

Elle renforce les effets de concurrence et laisse sur le carreau des milliers de professionnel·les des milieux culturels et artistiques, des équipes éducatives et des élèves.

Nous demandons :

- le financement des projets artistiques et culturelles à la hauteur des besoins ;
- le rétablissement immédiat des budgets de l'Éducation nationale qui étaient en vigueur pour les projets artistiques et culturels avant la mise en place du Pass culture ;
- un plan de financement pour la culture et la fin des financements par projet.

Nous appelons les milieux culturels et éducatifs à se réunir en assemblée locale, afin de s'emparer collectivement de ce sujet et de revendiquer les moyens nécessaires.